

MINUSCA FOCUS

Bulletin d'informations de la MINUSCA | #05 | AVRIL 2017



L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT EN RETOUR PROGRESSIF À BAMBARI

<https://minusca.unmissions.org>

 MINUSCA

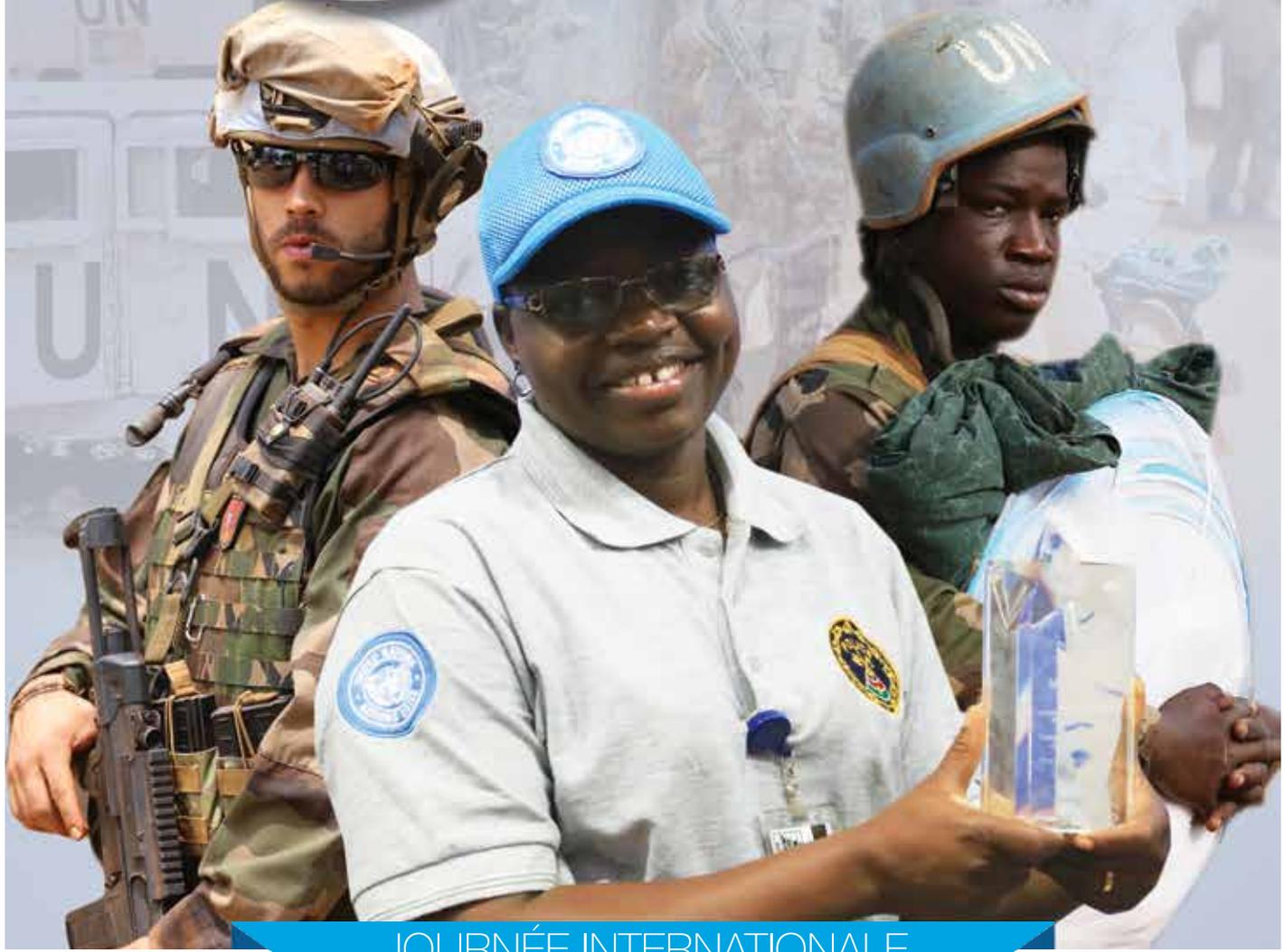
 UN_CAR

 UNMINUSCA

UN Photo / MINUSCA



*Investir dans la paix
dans le monde entier*



JOURNÉE INTERNATIONALE
DES CASQUES BLEUS
DES NATIONS UNIES



**29
MAI**

#ensemblepourlapaix



MINUSCA FOCUS #5

Sommaire

5 L'AUTORITÉ DE L'ETAT EN RETOUR PROGRESSIF À BAMBARI VISITE DU PRÉSIDENT TOUADERA À BAMBARI SOUS LE SIGNE DU RETOUR À L'AUTORITÉ DE L'ETAT

6 « LES NÉGOCIATIONS SUR LE DDRR AVEC LES GROUPES ARMÉS SERONT RELANÇÉES DÈS LE 21 AVRIL », A PROMIS TOUADÉRA EN VISITE À BAMBARI

8 LE DÉPLOIEMENT DES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE APPRÉCIÉ À BAMBARI

9 ACCOMPAGNER LE RETOUR DES INSTITUTIONS

10 LA SITUATION DANS LA OUAKA RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CENTRAFRICAINE

11 «LES POPULATIONS DE BAMBARI RÉCOLTENT LES DIVIDENDES CONCRETS DU RETOUR DE LA PAIX», SELON LE CHEF DE LA MINUSCA

12 LES HABITANTS DE LA OUAKA INVITÉS À DÉNONCER LA PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS ARMÉS

15 PROPOS RECUEILLIS PAUL RICHARD NDOGBIA PASSEMA, COORDONNATEUR DU SITE ALTERNATIF DE BAMBARI : « AVEC LA PRÉSENCE DE LA MINUSCA ET LES ÉLÉMENTS QUI SONT LÀ, IL Y A LE CALME QUI EST REVENU ».

17 LES FEMMES APPELÉES À RESTER DES ACTRICES DE LA PAIX

18 « NOS ACTIONS, COUPLÉES À LA PRESSION MILITAIRE, CONTRIBUENT À COUP SÛR À RÉDUIRE L'INFLUENCE DES GROUPES ARMÉS », SOULIGNE LE CHEF DU BUREAU RÉGIONAL DE LA MINUSCA À BAMBARI

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta, Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

PHOTOGRAPHIE
Hervé Serefio & PIO

WEBMASTER
Francis Yabendji-Yoga

PRODUCTION
Division de Communication Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

AVRIL 2017

EDITO

LE RETOUR SANS ÉQUIVOQUE DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Hervé Verhoosel, Directeur de la Division de Communication Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

Le point d'orgue des rivalités entre le Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) et le Mouvement pour La Paix et l'Unité en Centrafrique (UPC) pour le contrôle de la ville de Bambari a été atteint le 11 février 2017, lorsque les forces du FPRC, au mépris des limites qu'imposait la ligne rouge imposée par la MINUSCA, ont voulu pénétrer dans la ville après rudes combats contre l'UPC, à ses environs.

Ce conflit qui s'était déclaré dès le 21 novembre 2016 entre factions autrefois du même moule Seleka, rappelait, soudain, dans un épisode tragique, la fragile paix qui s'était instaurée dans la région et la réalité de l'omnipotence des groupes armés.

Prenant la mesure des conséquences désastreuses qu'une nouvelle guerre à Bambari pouvait avoir sur l'ensemble du processus de réconciliation en Centrafrique et pour le retour à la paix dans ce pays meurtri, la MINUSCA a décidé de stopper net l'avancée des troupes du FPRC le 11 février et de contraindre les différentes factions engagées dans le conflit, à la discussion.

Dès lors, la priorité pour le gouvernement centrafricain, comme pour la communauté internatio-



nale, était à l'urgence du retour de l'état dans une zone où son absence avait, jusque-là, toujours servi les intérêts des groupes armés. Déférant aux appels incessants des populations, en termes de désarmement, de sécurité et de paix, le Président Touadera a effectué une visite à Bambari le 12 mars 2017 pour rassurer les populations de la Ouaka et réitérer sa détermination à ramener l'Etat dans une zone d'où l'on avait pu la croire absente. Le 13 avril 2017, accompagné cette fois-ci de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie de passage en Centrafrique, il soulignait l'urgence pour son gouvernement et pour la communauté internationale d'accélérer le processus du DDRR dans l'objectif d'une paix durable.

Une paix durable amorcée par le retour progressif de l'état dans ses sphères régaliennes comme en atteste le déploiement de gendarmes et de policiers centrafricains aux côtés des forces de la MINUSCA ; mais une paix durable d'abord voulue par les populations de la région qui se sont engagées, comme on le verra dans ce numéro, à dénoncer la présence d'éléments armés dans Bambari comme dans ses environs.

La paix est, depuis les heures chaudes du mois de février, revenue à Bambari ; mais celle-ci ne peut être durable qu'avec le retour définitif de l'état dont, les prémices, sont heureusement, chaque jour, plus visibles. La concrétisation du DDRR que le Président Touadera a très justement rappelé lors de son dernier séjour dans la ville convoitée, est l'un des passages obligés sur le chemin de cette autorité retrouvée. Et le pays tout entier ne pourra définitivement se prévaloir des attributs d'un pays libre et politiquement moderne que si cette autorité s'étend à toute sa superficie et à toutes ses frontières sans l'ombre d'une équivoque ■

Bonne lecture !



L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT EN RETOUR PROGRESSIF À BAMBARI

VISITE DU PRÉSIDENT TOADERA À BAMBARI SOUS LE SIGNE DU RETOUR À L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Bambari a accueilli, le 12 mars 2017, le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, venu rassurer la population et confirmer le retour de l'autorité de l'État dans la préfecture de la Ouaka, suite aux crises à Bambari et ses environs. Pour cette première visite dans la localité depuis son accession à la magistrature suprême, le chef de l'État était accompagné d'une forte délégation composée entre autres du vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique, Makhtar Diop, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga, des Représentants de la CEEAC, l'Ambassadeur Adophe Nahayo, et de l'Union européenne, outre les membres du Gouvernement.

Cette visite du Président de la République, pleine de symbole,

intervient quelques jours après le déploiement historique de 35 gendarmes à Bambari aux côtés de la MINUSCA, en appui aux deux seuls gendarmes restés sur la dizaine précédemment en poste ; six d'entre eux ayant péri dans une embuscade mortelle en octobre 2016 et les deux autres, ayant quitté la ville. "Le redéploiement de la gendarmerie à Bambari est le signe que l'État, grâce à l'appui de la MINUSCA, est définitivement de retour dans la ville", s'est réjoui Faustin Archange Touadéra, promettant que le gouvernement mettra tout en œuvre pour que Bambari retrouve sa sérénité.

Le Représentant chef de la MINUSCA a, pour sa part, réitéré le soutien des Nations Unies aux autorités légitimes dans leurs efforts de restauration de l'autorité de l'État.

Quant au vice-président de la

Banque Mondiale pour l'Afrique, il a fait savoir que son organisation appuiera plusieurs projets de développement à Bambari. "La Banque mondiale financera le relèvement de Bambari grâce à un appui de 6 milliards de FCFA. Cette enveloppe financera essentiellement des programmes d'appui aux déplacés internes dans leurs zones de résidence, la construction des infrastructures sociales de base dont 23 centres de santé, des écoles, le reprofilage de pistes rurales et des projets de réinsertion sociale pour plus de 900 ex-combattants, de même que la relance du secteur agricole, la filière coton notamment", a-t-il détaillé. Aux 137 groupements producteurs de coton de Bambari qui cumulent cinq années d'arriérés de revenus, Makhtar Diop a annoncé que "16 000 000 fcfca seront remboursées immédiatement" ■



« LES NÉGOCIATIONS SUR LE DDRR AVEC LES GROUPES ARMÉS SERONT RELANÇÉES DÈS LE 21 AVRIL », A PROMIS TOUADÉRA EN VISITE À BAMBARI

Bambari a accueilli ce 13 avril 2017, la deuxième visite du Président de la République, Faustin Archange Touadéra, accompagné de la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Mme Michaele Jean, arrivée mardi en Centrafrique. Le président Touadéra a tenu à rassurer les populations sur sa détermination à poursuivre les efforts dans le crucial domaine du DDRR. « Nous relançons les négociations dès le 21 avril prochain lors d'une rencontre avec tous les groupes armés sans exclusive. Il nous faut des avancées concrètes sur l'épineuse question du DDRR afin de parvenir à une vraie paix durable en Centrafrique », a précisé le chef de l'exécutif centrafricain.

Sur la visite de la Secrétaire générale de la Francophonie, le Président Touadéra a plaidé auprès de Michaele Jean pour que « l'OIF se fasse le porte-voix des souffrances, mais surtout des espoirs du peuple centrafricain auprès des partenaires internationaux afin de soutenir ce vent nouveau qui souffle sur Bambari depuis qu'elle est devenue une ville sans armes ».

La visite de Michaele Jean visait à marquer le soutien de la communauté internationale et de l'OIF en particulier au relèvement de la RCA et rassurer les populations sur les initiatives de dialogue et de paix en cours. S'adressant à l'immense foule qui avait pris d'assaut le parvis de l'Hôtel de ville de Bambari, Michaele Jean s'est montrée optimiste pour le redressement de Bambari «

Cette ville est le symbole de ce qu'il faut accomplir pour le reste du pays car le changement est possible ici et pour toute la Centrafrique », a déclaré la cheffe de la Francophonie.

Pour marquer leur soutien aux milliers de personnes installées dans des camps suite aux violences dans les localités périphériques, le Président et son illustre hôte ont visité les sites de déplacés du PK8 à l'entrée de Bambari et le site dit de l'élevage. A chacune de ces escales, ils ont transmis des messages de courage et de résilience, promettant aux déplacés que le Gouvernement et les partenaires internationaux dont l'OIF ne les oublieraient pas. « Les Nations Unies, la Francophonie et le monde entier sont à l'écoute de la RCA », a martelé Michaele

Jean qui a également insisté sur la problématique de l'accès à l'éducation pour les enfants. « Il est important, malgré que les difficultés, que les enfants d'ici et de partout en Centrafrique aillent à l'école afin d'y apprendre les valeurs de citoyenneté et de paix. Vous avez le droit de poursuivre vos études et de réaliser

vos rêves », a-t-elle lancé aux enfants des camps et aux élèves du lycée mixte de Bambari où elle a également remis un important lot de matériels didactiques.

Pour cette visite, le Chef de l'État était accompagné, en plus de la Secrétaire Générale de l'OIF, d'une forte délégation composée

entre autres du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga, de l'Ambassadeur du Royaume du Maroc en Centrafrique et de la Ministre centrafricaine des Affaires sociales. ■

LA VIOLENCE ET L'INSÉCURITÉ PERSISTANTES EN RCA PRÉOCCUPENT L'ONU

L'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, a effectué une visite de travail en République centrafricaine (RCA) du 25 janvier au 3 février 2017, pour, a-t-elle souligné, « évaluer la mise en œuvre des recommandations que j'ai faites dans mon dernier rapport au Conseil des droits de l'homme et que j'ai partagées avec les

autorités nationales et les acteurs clés, lors de ma dernière visite, en juin 2016 ».

Sur place, Mme Bocoum s'est entretenue avec les autorités gouvernementales, législatives et judiciaires, ainsi qu'avec les représentants des Nations Unies, de la société civile, des organisations non gouvernementales et du corps diplomatique, afin de faire le point sur la situation, y compris en raison de la récente recrudescence de la violence

dans certaines localités.

Au cours de sa mission de dix jours à Bangui et à l'intérieur du pays, Mme Bocoum a également fait « un suivi auprès de la communauté diplomatique sur les promesses de dons faites lors de la Conférence des bailleurs de fonds de Bruxelles, en novembre, pour soutenir la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix, et les mesures concrètes prises à cet égard » ■



LE SAVIEZ-VOUS ?

Les affrontements entre la coalition dirigée par le FPRC et l'UPC dans la région a entraîné environ 20.000 déplacés et de nombreuses victimes.



LE DÉPLOIEMENT DES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIURE APPRÉCIÉ À BAMBARI

Sous le rude soleil de ce samedi d'avril, une patrouille pédestre de gendarmes centrafricains et de policiers de la MINUSCA arpentent les rues du quartier Adji à Bambari, non loin du centre-ville. Avec à leur tête, le chef de patrouille K.L, les gendarmes échangent avec les commerçants et certains habitants du quartier, collectent des informations utiles et remontent vers le quartier Akpe, plus à l'ouest. Pareille scène, il y a encore quelques mois, semblait inimaginable tant l'hostilité des groupes armés à la présence des forces régulières dans la ville était grande. Mais depuis le 9 mars 2017, et suite au lancement par la MINUSCA, en collaboration avec le Gouvernement centrafricain, de l'initiative « Bambari ville sans groupes armés », les forces de sécurité intérieure (FSI) ont été redéployées avec succès dans la

capitale de la Ouaka. Pour le chef d'escadron, Mafoutapa Simplicie, commandant du détachement des FSI à Bambari, ce déploiement des troupes centrafricaines est plus qu'utile : « de nombreuses choses ont positivement évolué depuis que nous avons rejoint les forces de l'ONU à Bambari, pour sécuriser davantage les populations », indique-t-il d'entrée, avant d'évoquer l'évolution positive dans les pratiques des populations « Lorsque les groupes armés régnaient encore en maîtres dans la ville, pour les litiges ou autre problèmes, les populations avaient le réflexe de se tourner vers eux pour trouver des voies de règlement assez souvent illégales, voire injustes. Mais depuis notre arrivée, les habitants réfèrent de plus en plus systématiquement leurs différends à la gendarmerie »

Dans une ville qui a longtemps vécu sous le joug des groupes

armés, et qui se remet progressivement de plusieurs mois de tensions dus aux affrontements dans la Ouaka entre la coalition conduite par le Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) et le Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC), ce redéploiement des forces de sécurité intérieure est plutôt apprécié par les populations. A en croire le député de Bambari, l'honorable Kabirou Hamadou : « Bambari doit rester une ville sans groupes armés et la contribution des gendarmes et policiers centrafricains dans le maintien de cet objectif sera déterminant, avec le soutien de la MINUSCA ». C'est pourquoi insiste-t-il « il faut encore renforcer les effectifs des forces nationales à Bambari ».

En attendant ces renforts, la MINUSCA, principal partenaire du Gouvernement centrafricain dans cette initiative de restauration de

l'autorité de l'Etat, continue d'apporter son appui aux FSI déployées dans la zone. Les patrouilles et les interventions sont conduites conjointement entre les gendarmes et policiers centrafricains et les troupes congolaises de l'unité des forces de police constituée de la MINUSCA. Pour pallier l'insuffisance de logements dans la ville, la centaine d'éléments des forces de sécurité intérieure déployées est provisoirement logée au sein du camp militaire du contingent mauritanien à Bambari. Au niveau des infrastructures, des projets de réhabilitation de la brigade de gendarmerie, du commissariat de police et des cellules de détention préventives sont également à l'étude et seront instamment lancés en collaboration avec la section des Affaires civiles de la MINUSCA.

Un partenariat MINUSCA-FSI qui, selon le Général Roland Zamora, chef de la composante police de la MINUSCA, en visite à Bambari, produit déjà des résultats concrets. « On constate déjà de grands changements dans la ville avec une reprise des activités économiques et une plus grande liberté de circulation. Ceci est indubitablement dû aux efforts conjoints des FSI et de la MINUSCA », estime-t-il, non sans exhorter les forces centrafricaines à briser les méfiances de certaines populations en agissant comme de « véritables protecteurs au service de toutes les communautés de Bambari sans exclusive » ■

ACCOMPAGNER LE RETOUR DES INSTITUTIONS



Du 27 au 30 mars 2017, une mission d'experts composée de membres de la section DDR de la MINUSCA et de représentants du Secrétariat du Plan de Relèvement et de Consolidation de la RCA (SPRCA) a séjourné à Bambari. L'objectif de cette mission était d'évaluer les priorités de cette ville qui sort d'une crise sécuritaire sans précédent, en vue de proposer un plan d'action sur la restauration de l'autorité de l'État (services de l'administration publique et services sociaux). La mission a rencontré les différents représentants de l'État présents sur le terrain ainsi que les leaders communautaires et de la société civile et à l'issue de cette évaluation, a relevé deux actions essentielles à mener dans les plus brefs délais: la réactivation de la chaîne pénale et le redéploiement de l'administration publique.

« Notre priorité, c'est de rendre fonctionnels les services de justice. Comme vous le savez, il y a déjà des magistrats qui ont été redéployés ici, mais c'est toute la chaîne de la justice, la chaîne pénale qui doit encore être réactivée », a expliqué Enrica Picco, chargée de

programme DDR à la MINUSCA, qui a conduit cette mission.

Certains bâtiments de l'administration ont été déjà réhabilités, selon ses explications. Il reste donc à les rendre fonctionnels. « Il faut rendre effectif tout le système de justice pour redonner à Bambari, l'autorité de prendre en charge les cas qui se présentent sur place », a-t-elle ajouté.

Elle a salué les « progrès qui ont été déjà faits, sur le palais de justice, la cour d'appel, la maison d'arrêt aussi », avant de préciser que « les redéploiements des agents pénitentiaires et de ceux de de l'administration publique reste une priorité pour assurer la sécurité et la restauration de l'action pénale en ville ».

En guise de conclusion, la mission a relevé que « la mesure la plus urgente, c'est la finalisation des listes des fonctionnaires qui sont prêts à être redéployés depuis Bangui ». Des listes sur lesquelles le SPRCA est en train de travailler et a promis une finalisation au plus vite, afin que les premiers fonctionnaires puissent retourner à Bambari pour relancer l'administration publique ■

LA SITUATION DANS LA OUAKA RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CENTRAFRICAINE



Le vendredi 3 mars 2017, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, a rencontré à Bangui une trentaine de représentants de la Société civile centrafricaine pour, explique-t-il, « échanger sur un certain nombre de questions qui affectent le pays », notamment de la situation qui prévaut à Bambari (Préfecture de la Ouaka), et des efforts de la MINUSCA aux côtés du Gouvernement pour un retour à la stabilité dans la région.

Dans son introduction, le chef de la MINUSCA, qui était en compagnie du commandant de la Force de la Mission, le général Balla Keïta, a présenté à ses interlocuteurs les défis sécuritaires relatifs à l'affrontement entre

groupes armés et les répercussions sur les populations civiles.

Occasion pour les participants, dans un échange interactif, de faire part de leur appréciation ou préoccupations relatives à la situation et de faire des recommandations. A l'issue de la rencontre, le leader des ONG de la jeunesse pour les droits de l'homme, maître Fernand Mandé Ndjapou, soutient que les informations données par le Représentant spécial « nous ont rassurés », affirmant en avoir davantage appris sur « les difficultés rencontrées par les éléments de la MINUSCA sur le terrain ».

Membre de l'Action catholique pour l'abolition de la Torture (ACAT-RCA), Bruno Hyacinthe Gbiegba fait valoir, pour sa part, que « certaines responsabilités ne sont pas du ressort de la MI-

NUSCA, mais incombent plutôt au gouvernement et aux populations ». Par conséquent, il juge utile de discuter non seulement du « rôle de la MINUSCA dans la protection de la population, mais aussi de celui de la population centrafricaine qui doit s'impliquer dans sa propre sécurité ».

L'ancienne parlementaire et membre du Réseau des femmes parlementaires d'Afrique centrale (RFPAC), Rosalie Pouzère, estime pour sa part que « le règlement de ce qui se passe dans ce pays appartient aux Centrafricains », car elle reste « convaincue que c'est un conflit politique et non militaire ». Et d'inviter ses concitoyens à ne pas « véhiculer des idées de vengeance ou de revanche » ■

“LES POPULATIONS DE BAMBARI RÉCOLTENT LES DIVIDENDES CONCRETS DU RETOUR DE LA PAIX”, SELON LE CHEF DE LA MINUSCA

Photos UN / MINUSCA / Archive



Accompagnant le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, lors de sa visite, le 12 mars 2017 à Bambari, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga, a réitéré le soutien des Nations unies aux autorités légitimes dans leurs efforts de restauration de l'autorité de l'État.

" Pour les Nations Unies, cette visite s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement et de l'appui aux autorités légitimes centrafricaines. Le temps de la paix est venu parce qu'il n'y a pas d'autre alternative. C'est pourquoi la

MINUSCA apportera tout l'appui nécessaire au Gouvernement dans le cadre du Comité consultatif sur le DDRR pour qu'à travers les progrès obtenus grâce à ce processus, la Centrafrique retrouve progressivement la paix et la sérénité", a promis le chef de la Minusca, à l'issue de la visite.

Rappelons que cette initiative du Chef de l'État, pleine de symbole, intervient quelques jours après le déploiement historique des 35 premiers policiers et gendarmes des forces de sécurité intérieure à Bambari aux côtés de la MINUSCA, après le retrait des groupes armés qui y sévissaient encore il y a peu. "Le redéploiement de la gendarmerie à Bambari est le sig-

ne que l'État, grâce à l'appui de la MINUSCA, est définitivement de retour dans la ville", s'est réjoui Faustin Archange Touadéra, promettant que le gouvernement mettra tout en œuvre pour que Bambari retrouve sa sérénité.

"Avec les annonces des appuis financiers qui ont été faites aujourd'hui, la population de Bambari récolte les dividendes concrets du retour de la paix et voit poindre à l'horizon une lueur d'espoir", s'est enfin réjoui Parfait Onanga-Anyanga, avant d'appeler les acteurs du conflit dans la préfecture de la Ouaka à ne pas "tuer cet espoir" ■



Photo UN / MINUSCA / Archive

LES HABITANTS INVITÉS À DÉNONCER LA PRÉSENCE D'ÉLÉMENTS ARMÉS

Après avoir écouté et échangé avec les autorités locales et les responsables de la MINUSCA à Bambari pendant plus de deux heures, Paul prend une décision : « Avec les explications qu'on vient de nous donner, je suis prêt à conduire la Force et la Police de la MINUSCA vers les tentes où vivent des gens qui possèdent des armes ». Aline voudrait faire de même, surtout « lorsqu'elle voit une maison naguère inhabitée subitement occupée par des inconnus » ; mais elle ne cache pas sa crainte de devoir parler...

Et c'est précisément contre la peur et pour inviter les populations à l'aider dans la lutte qu'elle mène depuis quelques semaines à Bambari et ses environs que la MINUSCA multiplie les rencontres avec les communautés locales. Les sessions ont commencé la dernière semaine de février. Ce matin, ils sont près de 40 hommes et femmes à répondre à l'invitation de la Mission, la plupart étant des leaders communautaires, religieux, chefs de sites de personnes déplacées et représentants de groupements de la rive droite de la Ouaka, le cours d'eau qui donne le nom à

la préfecture et traverse la deuxième ville de la République centrafricaine.

Le chef de bureau de la MINUSCA à Bambari, Alain Sitchet, explique l'intervention sécuritaire menée par la Mission pour laquelle il a fallu déployer des militaires du Gabon, du Portugal, du Bangladesh et des policiers de la Mauritanie et de la République du Congo, venus renforcer les effectifs de soldats de la paix mauritaniens et burundais. « Nous voulons éviter la guerre à Bambari. Nous ne laisserons pas les groupes armés contrôler Bambari et prendre les popu-

lations en otage. Les groupes armés ne défendent que leurs propres intérêts », lance-t-il. Une voix parmi la foule fait part de ses doutes, faisant valoir que même après le départ des leaders, la ville de Bambari n'est pas pour autant dépourvue d'armes. Et de demander « Quelle est la stratégie de la MINUSCA ? ». D'autres participants veulent avoir des informations sur la sécurité dans les camps de déplacés et sur les exactions commises ailleurs par les éléments armés qui ont quitté la ville...

« Nous avons fait face à des situations identiques à Bria, à Bangui, et nous sommes là pour vous aider. N'ayez pas peur », répond le chef du détachement de l'unité de police mobile congolaise qui se veut rassurant, tout en demandant de la patience. Le chef du poste de commandement avancé de la Force explique, pour sa part, les mesures prises, notamment un couvre-feu dans la ville de 19h00 à 6h00, annonce le lancement d'un numéro de téléphone gratuit pour permettre d'alerter en cas de besoin les Casques bleus et appelle la population à avoir confiance et à coopérer avec la MINUSCA. Le même message est réitéré par le commandant du bataillon portugais : « nous sommes là pour vous protéger mais pour réussir, nous avons besoin de vous ».

Les autorités locales ne sont pas en reste, à l'image du secrétaire-général de la préfecture de la Ouaka qui fait valoir : « la population ne doit pas fermer les yeux face aux projets de ces malfaiteurs de groupes armés. La sécurité, c'est l'affaire de chacun. Chacun doit veiller à la paix dans sa localité ». La réunion se termine au bout de deux heures et quinze minutes. Les participants, eux, semblent satisfaits des explications reçues de la Mission onusienne et des autorités locales.

Au même moment, à PK0, sur la rive gauche, on s'active avant le départ du convoi hebdomadaire vers Bangui. Plusieurs dizaines

de têtes de bœufs sont entassés dans les camions, des passagers sont assis sur les cabines des véhicules... Le convoi partira une heure plus tard, escorté par des Casques bleus jusqu'à la capitale. Dans d'autres localités, le scénario est le même ; les populations vaquent à leurs occupations, les marchés grouillent de monde tandis qu'une trentaine de jeunes de différents quartiers nettoient la ville, à l'initiative d'une ONG. Depuis le départ des chefs du Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC) et des anti-balakas grâce à la MINUSCA, un « vent nouveau souffle sur la ville », selon un responsable local. Disparus, les hommes en armes et en uniforme dans la ville...

Présence visible des Casques bleus

Le début des affrontements entre l'UPC et la coalition du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC), en novembre 2016 à Bria, et la menace de la coalition d'attaquer Bambari a poussé la MINUSCA à revoir sa stratégie. Certains contingents occupent des positions fixes hors de la ville, d'autres sont dédiés à la réaction rapide. Les Casques bleus ont aussi érigé des postes fixes à des endroits stratégiques, comme des croisements d'axes routiers vers Bakala et Bangui. Ici, des patrouilles pédestres

sont menées régulièrement pour prévenir les infiltrations et pour rassurer les populations environnantes.

Les pick-up et les véhicules blindés de la MINUSCA peuplent le décor de la ville. Ici, institutions et points stratégiques sont aussi sécurisés par les Casques bleus. Comme la Cour d'appel, l'hôpital ou la Gendarmerie où il ne reste plus que deux gendarmes centrafricains, depuis l'assassinat, il y a quelques mois, de six de leurs collègues par des hommes armés. L'adjudant-chef et responsable des lieux salue le déploiement prochain de policiers et gendarmes centrafricains mais propose que les autres acteurs de la chaîne pénale le soient également. « Voyez là-bas, la maison d'arrêt est vide », déplore-t-il.

Les affrontements entre les deux groupes armés de l'ex-Seleka ont entraîné un drame humanitaire entre la Haute-Kotto et la Ouaka, avec plusieurs morts et plus de 20.000 déplacés, selon les chiffres des agences des Nations Unies. Des hommes, des femmes et des enfants ont fui Bakala, Ippy, Maloum et d'autres localités, et plusieurs d'entre eux se retrouvent aujourd'hui dans les camps de déplacés de Bambari comme ceux de « Sangaris » et « Alternatif » ■



Photo UN / MINUSCA / Archive

BREVES

■ **Le 08 mars 2017**, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, la MINUSCA a rappelé que les affrontements actuels entre les groupes armés en République centrafricaine, notamment dans les préfectures de la Ouaka, de la Haute-Kotto et de l'Ouham-Pendé, affectent des milliers de femmes et jeunes filles, qui sont obligées de fuir leurs villages pour les camps de déplacés.

■ **La MINUSCA a appuyé au déploiement**, à partir du 10 mars, de 35 éléments des Forces de sécurité intérieure de Bangui à Bambari. Sur le terrain, ce premier groupe de FSI a aussitôt commencé ses opérations conjointes avec la police de la MINUSCA. Le déploiement de policiers et de gendarmes centrafricains fait partie des mesures visant à restaurer l'autorité de l'état sur place.

■ **Le redéploiement de la Force de la MINUSCA**, actuellement en cours sur le territoire de la République centrafricaine, est une réponse à la présence et à la menace des groupes armés, a indiqué le 1 février 2017, le Commandant de la Force, le Général Balla Keita. Le Général a précisé que même si des bases opérationnelles temporaires sont fermées dans le cadre de cette mesure, la Force restera présente pour protéger les populations civiles ■

VOX POPULI SUR LA SITUATION À BAMBARI

Une habitante de Bambari "La MINUSCA a bien travaillé, tout va bien. Nous arrivons maintenant à circuler normalement. Présentement à Bambari, nous sommes libres on commence à circuler. Je demande pourtant à la MINUSCA de penser à nos frères des villages qui entourent Bambari, ils souffrent beaucoup plus que nous".

Un habitant de Bambari " La ville est déclarée sans groupes armés, effectivement c'est une bonne chose pour toute la population. Maintenant les gens circulent sans crainte même tard dans la nuit. Je peux dire que nous sommes en sécurité. Le travail que fait la MINUSCA me fait plaisir parce qu'avant je ne me déplaçais pas à plus de 500 mètres de chez moi. Maintenant je me déplace à plus de 5 km, il m'arrive même de traverser l'autre rive de la Ouaka (Rivière qui traverse la ville). Je suis content de tout cela et je demande à la MINUSCA de faire encore plus. Je vois qu'il y a un changement total au niveau de la

ville de BAMBARI. Auparavant, je ne pouvais même pas aller au quartier Bornou (quartier musulman), ni Saint-Christophe mais maintenant on se promène librement, on n'a pas de craintes. Mais il faut étendre de tout cela dans les zones périphériques de la ville parce que nos parents qui s'y trouvent continuent de souffrir."

Nicole Boye, déplacé vivant sur le site alternatif de Bambari "Nous avons fait 5 ans sur le site des déplacés. Nous souffrons beaucoup. En arrivant ici, nous avions des biens mais malheureusement tout a brûlé. Nous vivons dans des conditions extrêmement difficiles. Nous n'avons même pas des habits, ni des nattes pour dormir décemment. Nous demandons au gouvernement de nous aider, de tout faire pour nous sortir de cette situation. Nous demandons également au gouvernement de tout faire pour ramener la sécurité dans la ville de Bambari. Nous sommes toujours restés sur ce site parce qu'Ali Darass et ses

éléments sont toujours en liberté et cela ne nous rassure pas. Le jour où ils seront tous arrêtés, nous allons regagner nos maisons en toute quiétude. Aussi, nous ne voulons pas de la présence des éléments armés dans la ville. Que le gouvernement nous envoie des policiers et gendarmes centrafricains pour assurer notre sécurité ».

Jean-Robert Raison, déplacé vivant sur le site alternatif de Bambari "Nous vivons une situation difficile. Regardez les enfants, ils ne vont pas à l'école et d'ailleurs nous n'avons même pas de quoi les nourrir. Nous sommes bloqués au camp en attendant l'aide du PAM qui n'arrive qu'une fois par mois. Nous étions habitués à vaquer à nos occupations pour nourrir nos enfants, mais maintenant, la situation sécuritaire ne le permet pas. Nous sommes coincés dans ce camp, impuissants. Nous ne demandons au gouvernement que d'assurer notre sécurité" ■

PROPOS RECUEILLIS

PAUL RICHARD NDOGBIA PASSEMA, COORDONNATEUR DU SITE ALTERNATIF DE BAMBARI :

« AVEC LA PRÉSENCE DE LA MINUSCA ET LES ÉLÉMENTS QUI SONT LÀ, IL Y A LE CALME QUI EST REVENU ».



Photo UN / MINUSCA / Archive

Monsieur le coordonnateur, parlez-nous du site alternatif et des problèmes auxquels vous faites face.

Le site alternatif compte environ 6000 personnes à cause des nouveaux venus, sinon on comptait ici 5000 personnes. Ce site existe depuis 2014. On a beaucoup de soucis sur le site. Vous savez, nous sommes des dé-

placés. Nous sommes des personnes vulnérables. On a besoin d'assistance, mais parfois, l'assistance qu'on reçoit est vraiment insignifiante et ne couvre pas nos besoins. Présentement, on a passé 3 ans sans que les bâches que nous utilisons sur nos tentes ne soient remplacées et quand il pleut vraiment, c'est comme si

nous n'étions pas sous des abris. Le second problème, c'est le problème d'hygiène. On est entouré par les tas d'ordures et il y a un problème d'assainissement. Les latrines sont hors d'usage, mais on est contraint d'y aller. On attend donc vraiment des actes par rapport à ces situations. Nous souhaitons également re-

tourner dans nos lieux d'habitation respectifs, parce que nous ne sommes pas habitués à vivre dans les sites. La vie dans le site est différente de la vie chez nous.

Qu'est-ce qui empêche ce retour dans les lieux d'habitation antérieurs ?

Pour nous qui sommes du groupement Saint Joseph, il n'y a actuellement aucune maison qui soit en place. Toutes les maisons ont été détruites. Le quartier est devenu une brousse. Ce que nous, déplacés, nous demandons, c'est que l'on cantonne tous ceux qui détiennent encore des armes. Et, si possible, que l'on fasse reconstruire nos maisons et mette en place des mesures d'accompagnement pour nous permettre de regagner nos quartiers.

Comment analysez-vous la posture de la MINUSCA qui accompagne le gouvernement avec le déploiement des forces de sécurité nationale, afin que la ville soit sous contrôle des autorités et non plus sous celui des groupes armés ?

Nous remercions beaucoup la MINUSCA qui nous a beaucoup aidés dans Bambari. Auparavant, quand il n'y avait pas cette force, on vivait sous la terreur de ces groupes armés. Maintenant que la MINUSCA est dans la ville de Bambari, le calme est revenu sur le site. Ce que nous déplorons par contre, c'est nos frères qui détiennent encore des armes parmi nous sur le site. Parfois, s'il y a quelque chose, au lieu que nous responsables de site, nous arrangions des litiges entre les déplacés, ce sont eux-mêmes qui vont les régler en utilisant la force et parfois la torture .



LE FPRC ET L'UPC DANS UNE NOUVELLE CONFRONTATION À BAMBARI

Le samedi, 11 février 2017, alors qu'à Bangui les communautés de PK5 et de Boeing commémoraient le 1er anniversaire du pacte de non-agression, en présence des autorités nationales, la coalition menée par le FPRC a décidé de franchir la "ligne rouge" fixée par la MINUSCA, ouvrant ainsi les prémices d'une confrontation violente dans la ville de Bambari et ses environs.

Depuis le 21 novembre 2016, la coalition dirigée par le Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) et le Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC) sont en guerre ouverte à Bria et aux abords de Bambari.

Les efforts conjugués de la MINUSCA et de la communauté internationale pour ramener les deux belligérants à la raison n'ont pas porté leurs fruits.

Dans le cadre de son mandat de protection des civils, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la volonté du Gouvernement centrafricain de préserver la vie des innocents, la MINUSCA n'a pas eu d'autre choix que d'arrêter l'avancée et la menace d'éléments de la coalition du FPRC, afin d'éviter une confrontation dans Bambari qui aurait des conséquences dramatiques pour les populations civiles déjà traumatisées ■

Découvrez le nouveau site internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

minusca.unmissions.org

https://twitter.com/UN_CAR <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

LES FEMMES APPELÉES À RESTER DES ACTRICES DE LA PAIX



Photo UN / MINUSCA / Archive

Le Premier Ministre centrafricain, Mathieu Sarandji, accompagné de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RCA en charge des Affaires politiques et des questions liées à la Protection des civils, Diane Corner, et d'une forte délégation de ministres et de députés, a participé, ce 4 avril 2017, à Bambari, à la célébration de la Journée portes-ouvertes sur la Résolution 1325 des Nations Unies et son triptyque Femmes, Paix et Sécurité.

Une résolution adoptée en 2000, à travers laquelle le Conseil sécurité de l'ONU souligne l'importance d'une participation active des femmes dans des conditions d'égalité, à la prévention et au règlement des conflits ainsi qu'à l'édification et au maintien de la paix. La présente célébration a donc eu pour thème : « Rôle des femmes dans la promotion de la cohabitation pacifique entre les communautés Rounga, Goula et

Peuhl dans la Ouaka ».

Occasion pour Mathieu Sarandji de féliciter les femmes de la Ouaka pour n'avoir pas cédé aux sirènes de la division malgré les récentes tensions qui ont ébranlé la région. « Femmes de toutes les communautés de Bambari, le Gouvernement salue votre capacité de résilience et les efforts que vous avez déployés pour maintenir Bambari uni, en dépit des crises successives qui l'ont secoué », a-t-il indiqué, avant de les inviter à s'impliquer davantage dans la recherche et la consolidation de la paix : « Soyez à l'avant-garde de la lutte pour la consolidation de la paix à Bambari, les hommes finiront bien par suivre votre exemple ».

S'appuyant sur cette recommandation du Premier Ministre, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique a donné l'exemple de certains pays sortis de crise dont le Liberia où les organisations féminines ont joué un

rôle prépondérant dans la résolution du sanglant conflit qu'a vécu ce pays de 1989 à 2003. « Face à l'impasse des pourparlers politiques et la menace de la reprise des combats au Liberia, le réseau des organisations de femmes de ce pays s'est fortement impliqué, avec succès, pour ramener les différents acteurs politiques et militaires à la table des négociations », a-t-elle souligné à l'intention des nombreuses femmes venues prendre part à la célébration de cette journée

La délégation gouvernementale et de la MINUSCA a mis à profit cette visite pour se rendre à l'hôpital général de la ville dont certains bâtiments ont été récemment détruits par un incendie, et à la cotonnerie de Bambari, aujourd'hui en ruine et occupée par des populations déplacées. Le Premier Ministre a promis le soutien matériel et financier du Gouvernement afin d'aider à la réhabilitation de ces deux sites stratégiques pour le relèvement de la région ■



Photo UN / MINUSCA / Archive

« NOS ACTIONS, COUPLÉES À LA PRESSION MILITAIRE, CONTRIBUENT À COUP SÛR À RÉDUIRE L'INFLUENCE DES GROUPES ARMÉS », SOULIGNE LE CHEF DU BUREAU RÉGIONAL DE LA MINUSCA À BAMBARI

Les événements survenus à Bambari au mois de février 2017 ont fait craindre le pire en termes de recrudescence de la violence dans la région entre notamment le Front Populaire pour la Renaissance en Centrafrique (FPRC) et le Mouvement pour la l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC). La MINUSCA comme on le sait, est intervenue à temps pour éviter une nouvelle guerre entre les deux fractions rivales des ex- Seleka, à l'intérieur de la ville. Alain Sitchet, chef du bureau régional de la MINUSCA à Bambari nous situe, dans cet entretien, sur l'action de son bureau dans la région et sur la nature des rapports qu'il entretient avec les différents protagonistes d'un conflit désormais circonscrit.

Pouvez- vous nous dire comment vous interagissez avec les autorités locales sur le terrain ?

En tant que bureau de terrain d'une mission de maintien de la paix et précisément dans une

zone où l'Etat peinait encore il y a quelques mois à se déployer, l'action de notre bureau revêt une grande composante politique et d'appui à la restauration et l'extension de l'autorité

de l'Etat. Partant de là, nous avons toujours entretenu de régulières interactions avec les autorités, particulièrement le maire et le préfet de région que nous consultons régulièrement

et que nous associons systématiquement à nos activités. Le Maire de Bambari, par exemple, est un membre actif de plusieurs organes consultatifs que nous avons mis en place dans l'implémentation de nos programmes tels que le comité local consultatif pour le DDDR, le comité pour la pré-sélection des projets à impact rapide dans la région.

S'agissant des représentants de la société civile, des leaders communautaires et religieux, comment la collaboration s'opère-t-elle avec la MINUSCA ?

Sur initiative de la MINUSCA, des cadres formels de rencontres ont été mis en place à Bambari afin de faciliter les interactions avec la société civile et lui offrir l'opportunité de peser sur le processus de résolution du conflit dans la ville. La Commission de Sensibilisation des communautés pour la Paix est probablement la plus emblématique parmi ces structures communautaires mis en place par la MINUSCA. Cette commission encadrée par la MINUSCA est essentiellement composée de leaders religieux, des organisations de jeunes et de femmes avec pour mission principale d'œuvrer comme outil de médiation et de sensibilisation dans la ville. Depuis le lancement de l'opération Bambari ville sans

groupes armés, un organe comme le Comité de sécurité a été également réactivé pour servir de nouveau de cadre d'échanges entre la société civile et la MINUSCA sur des questions d'ordre sécuritaire.

Quid des groupes armés ?

En ce qui concerne les groupes armés, la pression politique constante que nous exerçons sur eux, en accord avec le Leadership de la Mission, vise à assurer notamment, la protection des civils, le respect des droits de l'homme, la réduction de la violence communautaire, la mise en œuvre du DDDR.

Nos actions, couplées à la pression militaire, contribuent à coup sûr à réduire l'influence des groupes armés de manière significative et durable dans notre aire de responsabilité.

Pouvez-vous nous décrire un peu comment vous collaborez avec les acteurs humanitaires à Bambari ?

La collaboration avec les organisations ici est très étroite parce que nos domaines d'intervention sont complémentaires. Il existe de nombreux cadres d'échanges formels pour traiter les questions d'assistance aux populations affectées par les déplacements forcés liés aux crises successives. On se retrouve chaque semaine lors de réunions de coordination

civilo-militaires, de réunions de coordination humanitaires pour discuter des développements humanitaires et envisager les solutions. Les réunions du SMG-P constituent un autre cadre de concertation où se discutent les questions liées à la protection des civils. Lors des événements où des violences ont été signalées, les humanitaires et la MINUSCA se réunissent et organisent une mission conjointe dans les localités concernées afin de s'assurer de la réalité des faits, documenter les violations ou exactions commises et envisager le type d'assistance humanitaire à apporter aux populations affectées (cas d'Ippy après l'attaque de la coalition).

Que peut-on inscrire au nombre des actions de crises ?

L'action de crise la plus édifiante qu'on ait récemment prise c'est qu'on soit parvenu à faire partir avec succès et sans violence de Bambari les leaders militaires de trois groupes armés UPC, RPRC et PCUD qui étaient omniprésents ici. Ceci a considérablement contribué à décriper la situation ici et comme corollaire le lancement de l'opération Bambari ville sans groupes armés qui a permis de réduire sensiblement la présence de personnes en armes dans la ville et de faci-

La crise survenue récemment à Bambari (préfecture de la Ouaka) a eu des répercussions dans les préfectures environnantes. C'est la raison pour laquelle la Minusca mène des actions dans le but de rétablir la stabilité sur l'étendue du territoire centrafricain. Dans le cadre de ces efforts de restauration de la paix, le bureau régional de la Mission à Kaga-Bandoro a reçu, à leur demande, sept responsables de la coalition des groupes armés membres du Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC).

L'objectif de cette rencontre tenue le 28 février 2017 était, selon le chef de bureau de la MINUSCA dans le Secteur Centre, Renner Onana, de discuter des derniers dévelop-

pements liés aux événements survenus à Bambari afin de proposer des pistes de solutions pour sortir de ladite crise. Aussi, a-t-il rappelé la ferme détermination de la MINUSCA de faire de Bambari une ville sans armes.

De leur côté, les représentants de la coalition ont soutenu que «la MINUSCA n'est pas notre ennemie», avant de réitérer leur volonté de collaborer avec la Mission pour trouver une issue à la crise dans laquelle est plongée la République centrafricaine. En guise de contribution, ils ont proposé la mise en place en leur sein d'un petit comité de dialogue en vue de poursuivre les discussions avec le mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC) et le Gouvernement ■

litér le déploiement sur place des forces de sécurité intérieure et la reprise par l'Etat de ses prérogatives régaliennes sur Bambari et dans la région. Pour autant, ces actions n'ont pas totalement résolu la question parce que des défis persistent, dont le plus important est la sécurisation des localités périphériques ou les groupes armés continuent commettre des exactions. C'est pourquoi le déploiement des forces de sécurité intérieure se justifie dans la mesure où ces forces seront d'une aide non négligeable pour aider à étendre la force de l'Etat et renforcer l'action des Nations unies sur l'ensemble de la région.

La gestion des déplacés se fait-elle sans trop de difficultés ?

La gestion des déplacés ne relève pas dans l'absolu de la MINUSCA, mais plutôt du mandat du HCR et des organisations humanitaires qui interviennent dans les 8 camps de déplacés de Bambari, mais aussi dans les familles d'accueil. Pour autant, la MINUSCA, à travers sa composante militaire et la police, intervient dans la sécurisation des sites de personnes déplacées internes. Globalement depuis plus d'un an et cette époque où certains sites de PDIS à Bambari avaient été victimes d'attaques nocturnes, les camps de PDI ont vu leur sécurité renforcée au point où le principal risque aujourd'hui est plus lié aux incendies dans les camps que des risques d'attaques.

Que peut-on retenir en termes d'actions de prévention ?

La prévention est un des pans majeurs de notre intervention. A titre d'illustration, depuis le lancement de l'opération Bambari villes sans groupes armés, nous avons lancé une vaste campagne d'information et de sensibilisation des communautés. Cette campagne de sensibilisation vise à prévenir toute résurgence de crise ou conflit communautaire et à favoriser plutôt la décrispation et le rapprochement avec pour objectif final de parvenir à une véritable libre circulation dans la ville ou il ne faut pas cacher qu'il persiste encore des méfiances entre les communautés ■



Photos UN / MINUSCA / Archive

BAMBARI

VISITES OFFICIELLES EN IMAGES



◀▼ 12 mars 2017 -
Le Président de la République, **Faustin Archange Touadéra**, accompagné du vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique, **Makhtar Diop**, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, **Parfait Onanga-Anyanga**, du Représentant de la CEEAC, l'Ambassadeur **Adophe Nahayo**, et de l'Union européenne, venu à Bambari pour rassurer la population et confirmer le retour de l'autorité de l'État dans la préfecture de la Ouaka.



▲ 13 avril 2017 -
Le Président de la République, **Faustin Archange Touadéra**, accompagné de la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Mme **Michaëlle Jean** ▶





MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>